

3. *Note avec préoccupation* l'existence de cas d'exécutions qu'on considère généralement comme répondant à des motifs politiques;

4. *Demande instamment* à tous les Etats concernés de respecter, en tant que critère minimal, les garanties légales mentionnées à l'alinéa a du paragraphe 1 de la résolution 35/172 de l'Assemblée générale;

5. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour agir dans les cas où le critère minimal de garanties légales semble n'avoir pas été respecté;

6. *Invite* les Etats Membres, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales pertinentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à répondre à la demande du Secrétaire général en faisant connaître leurs vues et leurs observations concernant le problème des exécutions arbitraires et des exécutions sommaires;

7. *Prie* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance d'examiner le problème des exécutions arbitraires et des exécutions sommaires à sa septième session en vue de formuler des recommandations.

*49<sup>e</sup> séance plénière  
9 novembre 1981*

### **36/28. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 34/151 du 17 décembre 1979 et 35/126 du 11 décembre 1980, par lesquelles elle a décidé de désigner et de célébrer 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix,

*Rappelant également* sa décision 35/318 du 11 décembre 1980, relative à la nomination des membres du Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse,

*Reconnaissant* qu'il est profondément important que les jeunes contribuent directement à façonner l'avenir de l'humanité et qu'ils puissent participer utilement à l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur la justice et l'équité,

*Considérant* qu'il est nécessaire de diffuser parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de solidarité humaine et de dévouement aux objectifs du progrès et du développement,

*Convaincue* de la nécessité impérieuse d'orienter l'énergie, l'enthousiasme et les capacités créatrices des jeunes pour construire la nation, lutter pour l'autodétermination et l'indépendance nationale, conformément à la Charte des Nations Unies, lutter contre la domination et l'occupation étrangères, assurer le progrès économique, social et culturel des peuples, instaurer le nouvel ordre économique international, préserver la paix mondiale et promouvoir la coopération et la compréhension internationales,

*Soulignant de nouveau* que l'Organisation des Nations Unies devrait accorder plus d'attention au rôle

des jeunes dans le monde d'aujourd'hui et à leurs exigences pour le monde de demain,

*Rappelant* le caractère d'actualité de l'évaluation des besoins et aspirations des jeunes et réaffirmant l'importance des activités présentes et futures de l'Organisation des Nations Unies visant à accroître les possibilités en faveur de la jeunesse et de sa participation active aux activités nationales de développement,

*Estimant* qu'il est souhaitable d'intensifier d'urgence les efforts déployés par tous les Etats pour exécuter des programmes spécifiques concernant la jeunesse et pour améliorer les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées relatives à la jeunesse, y compris les échanges de jeunes dans les domaines culturel, sportif et autres,

*Réaffirmant* la nécessité de mieux coordonner les efforts déployés pour résoudre les problèmes spécifiques auxquels se heurtent les jeunes et d'examiner la façon dont ces problèmes sont traités par les institutions spécialisées et par divers organes de l'Organisation des Nations Unies,

*Convaincue* que la préparation et la célébration en 1985 de l'Année internationale de la jeunesse ayant comme thème "Participation, développement, paix" offriront une utile et importante occasion d'appeler l'attention sur la situation, les besoins et les aspirations spécifiques des jeunes, d'accroître la coopération à tous les niveaux pour la solution des questions relatives à la jeunesse, d'entreprendre des programmes d'action concertée en faveur de la jeunesse et d'associer les jeunes à l'examen et à la solution des grands problèmes nationaux, régionaux et internationaux,

*Persuadée* que l'Année internationale de la jeunesse contribuera à mobiliser les efforts déployés aux niveaux local, national, régional et international en vue d'offrir aux jeunes les meilleures conditions possibles sur le plan de l'enseignement, de la profession et du mode de vie, d'assurer leur participation active au développement général de la société et d'encourager l'élaboration, à l'échelon national et local, de politiques et de programmes nouveaux qui soient conformes à l'expérience, à la situation et aux priorités de chaque pays,

*Reconnaissant* que la préparation et la célébration de l'Année internationale de la jeunesse contribueront à la réaffirmation des objectifs du nouvel ordre économique international et à la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement<sup>47</sup>,

*Rappelant également*, à cet égard, sa décision 35/424 du 5 décembre 1980 et la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980, relatives aux années internationales et anniversaires,

*Consciente* que la réussite de l'Année internationale de la jeunesse et la maximisation de ses effets et de son efficacité pratique exigeront une préparation adéquate et le large soutien des gouvernements, de toutes les institutions spécialisées, des organisations

<sup>47</sup> Résolution 35/56, annexe.

internationales intergouvernementales et non gouvernementales et du public,

*Notant avec une vive satisfaction* l'intérêt que manifestent les Etats Membres, divers organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que les organisations de jeunes, pour la décision de désigner et célébrer 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix,

*Prenant acte* du rapport du Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse sur sa première session, tenue à Vienne du 30 mars au 7 avril 1981<sup>48</sup>,

1. *Approuve* le Programme concret de mesures et d'activités à engager avant et pendant l'Année internationale de la jeunesse, tel qu'il a été adopté par le Comité consultatif pour l'Année internationale de la jeunesse et figure dans le rapport du Secrétaire général<sup>49</sup>, étant entendu que le Programme devra être maintenu à l'étude et pourra être remanié au cours des années à venir;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le Programme concret de mesures et d'activités à tous les Etats, aux organes de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux commissions régionales ainsi qu'aux organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales intéressées en vue de sa prompte exécution;

3. *Invite* tous les Etats, tous les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les commissions régionales, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, ainsi que les organisations de jeunes, à consacrer le maximum d'efforts à l'exécution du Programme concret de mesures et d'activités, conformément à leur expérience, à leurs conditions et à leurs priorités;

4. *Souligne* l'importance d'une participation active et directe des organisations de jeunes aux activités organisées aux niveaux local, national, régional et international pour la préparation et la célébration de l'Année internationale de la jeunesse;

5. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour coordonner comme il convient l'exécution et le suivi du Programme concret de mesures et d'activités, y compris la diffusion d'informations y relatives;

6. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées et tous les organes et organisations internationaux intéressés, d'établir un rapport intérimaire sur l'exécution du Programme concret de mesures et d'activités et de le présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif;

7. *Prie* le Secrétaire général de convoquer la deuxième session du Comité consultatif durant le deuxième semestre de 1982, avant la trente-septième session de l'Assemblée générale, de mettre à la disposition du Comité toute l'assistance dont il aura besoin et de lui présenter un rapport intérimaire sur

l'exécution du Programme concret de mesures et d'activités;

8. *Invite* le Comité consultatif à prêter une attention particulière à l'exécution du Programme concret de mesures et d'activités et à présenter à cette fin des recommandations appropriées à l'Assemblée générale;

9. *Prie* le Secrétaire général de continuer, en utilisant tous les moyens de communication dont il dispose, à prendre des mesures concrètes pour faire largement connaître les activités des organismes des Nations Unies relatives à la jeunesse et pour augmenter la diffusion d'informations à ce sujet;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre au Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat de remplir ses tâches et responsabilités pour la préparation adéquate et la célébration de l'Année internationale de la jeunesse;

11. *Fait à nouveau appel* à tous les Etats, aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et au public pour qu'ils apportent en temps voulu de généreuses contributions volontaires afin de compléter les fonds alloués dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour couvrir le coût du Programme concret de mesures et d'activités, et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir ces contributions volontaires;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-septième session la question intitulée "Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix" et de lui donner un rang de priorité élevé.

*57<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 1981*

### **36/29. Efforts et mesures propres à réaliser les droits de l'homme et à en assurer la jouissance aux jeunes, en particulier le droit à l'éducation et au travail**

*L'Assemblée générale.*

*Ayant à l'esprit* les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>50</sup>, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>51</sup> et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>51</sup>,

*Rappelant* sa résolution 34/151 du 17 décembre 1979, par laquelle elle a décidé de désigner 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix,

*Reconnaissant* l'importance profonde du rôle de la jeunesse pour le développement général de chaque pays,

*Convaincue* de la nécessité de poursuivre l'effort de codification et la réalisation, lorsque cela est possible, des droits de la jeunesse, en particulier du droit au travail, prévu à l'article 6 du Pacte international rela-

<sup>48</sup> A/36/215, annexe.

<sup>49</sup> *Ibid.*, sect. IV, décision 1 (I).

<sup>50</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>51</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.